

RCS : ORLEANS Code greffe : 4502

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

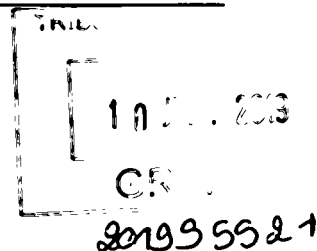
**Le greffier du tribunal de commerce de ORLEANS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 1979 B 00227 Numéro SIREN : 316 933 563 Nom ou dénomination : DERET

Ce dépôt a été enregistré le 10/07/2019 sous le numéro de dépôt 5521

EXEMPLAIRE GREFFE



SAS DERET

331 Ancienne Route de Chartres
45 770 SARAN

Rapport des Commissaires aux Comptes
Sur les comptes consolidés
Exercice clos le 31 décembre 2018

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'Assemblée générale de la société DERET SAS,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société DERET SAS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

La note 7 « variation de périmètre de consolidation » de l'annexe décrit les principes appliqués pour la détermination et l'amortissement des écarts d'acquisition. Nos travaux ont notamment consisté à examiner le calcul de l'écart d'acquisition lié à l'acquisition des titres de la société GARLOG. Nous nous sommes par ailleurs assuré que l'annexe des comptes consolidés donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

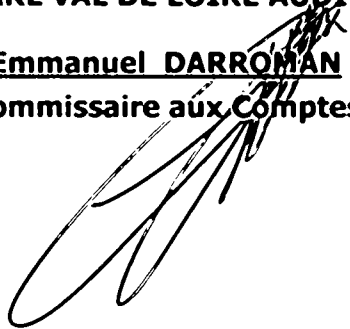
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Orléans, le 06 Juin 2019

Les commissaires aux comptes,

SARL VAL DE LOIRE AUDIT

Emmanuel DARROMAN
Commissaire aux Comptes



SARL ARCHE

Philippe RIMMER
Commissaire aux Comptes



Rapport annuel consolidé

Groupe DERET SAS

Exercice 2018

Table des matières

États financiers	3
1. Compte de résultat consolidé	3
2. Bilan consolidé	4
3. Tableau de flux de trésorerie consolidé	5
4. Variations des capitaux propres	6
Méthodes et principes de consolidation	6
5. Principes généraux	7
6. Définition du périmètre de consolidation	7
7. Variation du périmètre de consolidation :	7
8. Règles et méthodes comptables	8
Notes annexes sur les postes du bilan	10
1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)	10
2. Immobilisations corporelles et incorporelles	10
3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence	11
4. Stocks et en-cours	11
5. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation	12
6. Trésorerie nette	13
7. Variation des capitaux propres consolidés	13
8. Dettes financières	14
Notes annexes sur les impôts différés	15
Notes annexes sur les postes du compte de résultat	16
9. Chiffre d'affaires	16
10. Autres produits d'exploitation	16
11. Achats consommés	16
12. Charges externes	17
13. Impôts et taxes	17
14. Charges de personnel	17
15. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17
16. Produits financiers	18
17. Charges financières	18
18. Produits exceptionnels	19
19. Charges exceptionnelles	19
20. Impôts sur les résultats	20
21. Preuve d'impôts	20
Autres Informations	20
22. Effectifs	20
23. Engagements hors-bilan	21

États financiers

1. Compte de résultat consolidé

Compte de résultat	Note	2018	2017
Chiffre d'affaires	11	195 280 797	163 827 175
Autres produits d'exploitation	12	1 463 387	1 023 757
Produits d'exploitation		196 744 183	164 850 932
Achats consommés	13	(32 043 028)	(25 886 860)
Charges externes	14	(85 093 968)	(65 640 496)
Impôts et taxes	15	(5 743 331)	(3 789 305)
Charges de personnel	16	(58 882 175)	(49 391 087)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	17	(8 592 810)	(8 092 256)
Charges d'exploitation		(190 355 312)	(152 800 003)
Résultat d'exploitation		6 388 871	12 050 929
Produits financiers	18	1 339 353	787 902
Charges financières	19	(2 872 304)	(2 697 110)
Résultat financier		(1 532 951)	(1 909 208)
Opérations en commun			
Résultat courant des entreprises intégrées		4 855 920	10 141 721
Produits exceptionnels	20	3 573 409	3 574 519
Charges exceptionnelles	21	(1 371 486)	(5 065 297)
Résultat exceptionnel		2 201 923	(1 490 778)
Impôts sur les résultats	22	(2 099 782)	(2 222 433)
Résultat net des entreprises intégrées		4 958 060	6 428 510
Dotations aux dépr. des écarts d'acquisition (impairment)			
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition		(706 812)	(370 632)
Résultat net des activités abandonnées			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			4 995
Résultat net de l'ensemble consolidé		4 251 248	6 062 873
Intérêts minoritaires		90 123	142 416
Résultat net (part du groupe)		4 161 126	5 920 458
Résultat net (Part du groupe)		4 161 126	5 920 458



2. Bilan consolidé

Libellé		2018	2017
Capital souscrit non appelé			
Ecart d'acquisition	1	17 211 281	9 258 765
Immobilisations corporelles et incorporelles	2	69 044 879	72 947 495
Immobilisations financières et titres mis en équivalence	3	5 208 406	4 603 042
Actif Immobilisé		91 464 365	86 807 302
Stocks et en-cours	4	6 444 259	4 476 039
Clients et comptes rattachés	5	45 058 878	36 127 979
Impôts différés		1 024 745	779 485
Autres créances et comptes de régularisation	5	24 437 608	17 781 887
Valeurs mobilières de placement	6	16 114 150	18 040 282
Disponibilités	6	28 447 765	21 436 404
Actif circulant		121 527 203	88 642 056
Total Actif		212 991 569	185 449 358
Capital		35 000 000	35 000 000
Primes liées au capital		33 083	33 083
Ecart de réévaluation			
Réserves (part du groupe)		30 833 005	24 712 549
Résultat net (Part du groupe)		4 161 126	5 920 458
Capitaux propres (Part du groupe)		69 827 214	65 666 090
Intérêts minoritaires		846 529	856 406
Autres fonds propres			0
Total des capitaux propres	7	70 773 742	66 522 496
Ecart d'acquisition	1	1 190 561	1 486 165
Provisions		1 303 891	4 051 477
Impôts différés		5 062 803	4 685 799
Provisions et impôts différés	8	6 366 694	8 737 276
Dettes financières	9	65 518 512	57 712 415
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10	29 799 840	20 453 019
Autres dettes et comptes de régularisation	10	39 344 220	30 537 788
Dettes		134 660 571	108 703 221
Total Passif		212 991 569	185 449 158

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

Libellé	Renv.	2018.12	2017.12
Résultat net total des entités consolidées		4 251 248	6 062 873
Dotations / Reprises aux amortissements, prov. et dépréciations		6 606 090	8 061 388
Variation de l'impôt différé		209 071	279 754
Eléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur			
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs		(90 338)	(22 517)
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE			(4 995)
Marge brute d'autofinancement		10 976 072	14 376 504
Dividendes reçus des mises en équivalence			
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)		823 672	(3 069 887)
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)		11 799 744	11 306 637
Acquisitions d'immobilisations		(3 173 958)	(2 371 164)
Cessions d'immobilisations		147 840	679 660
Réduction des autres immobilisations financières		1 112 969	617 988
Incidence des variations de périmètre	1	(11 539 219)	(204 565)
Variation nette des placements à court terme		1 523 883	102 398
Opérations Internes Haut de Bilan			
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)		(11 928 485)	(1 175 683)
Emissions d'emprunts		15 618 144	602 006
Remboursements d'emprunts		(10 888 668)	(13 858 072)
Dividendes versés des filiales			
Dividendes reçus/versés de la société mère			
Augmentations / réductions de capital		20 000	
Cessions (acq.) nettes d'actions propres			
Variation nette des concours bancaires		1 716	(357)
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)		4 751 193	(13 256 423)
Variation de change sur la trésorerie (IV)			
Variation de change sur autres postes du bilan			
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE			
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)		4 622 452	(3 125 470)
Trésorerie : ouverture		18 026 159	21 151 628
Reclassement d'ouverture			
Trésorerie : ouverture		18 026 159	
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass / Chg méthode/ Juste valeur			
Trésorerie : clôture		22 648 609	18 026 159

1. L'incidence des variations de périmètres correspond à :
- (-) prix d'acquisition des titres GARLOG :
 - (+) trésorerie acquise (LOGTEX et GARLOG)

13 796 KEUR
2 257 KEUR



4. Variations des capitaux propres

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto- contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2016	35 000 000	33 083	18 504 416			6 208 132	59 745 630	809 592
Affectation du résultat N-1						(6 208 132)		
Distribution/ brut versé								
Var. de capital en numéraire et souscrip								
Résultat						5 920 458	5 920 458	142 416
Autres augmentations, diminutions								
Reclassement, restructuration et changement de méthode								
Ecart de conversion, effet de change								
Variations de périmètre								(95 602)
Autre			1			0	2	(0)
2017	35 000 000	33 083	24 712 549			5 920 458	65,668,090	856 406
Affectation du résultat N-1			5 920 458			(5 920 458)		
Distribution/ brut versé								
Var. de capital en numéraire et souscrip								
Résultat						4 161 126	4 161 126	90 123
Autres augmentations, diminutions								
Reclassement, restructuration et changement de méthode								
Ecart de conversion, effet de change								
Variations de périmètre								
Autre						0	(2)	(0)
2018	35 000 000	33 083	30 633 005			4 161 126	69 827 214	946 529

5. Faits marquants de l'exercice

Acquisition du sous-groupe GARLOG

En 2018, Deret Logistique a créé une nouvelle filiale LOGTEXINVEST qui a acquis le 31 mars 2018 les titres de la société Holding GARLOG détenant les titres de la société LOGTEX. Cette acquisition a été réalisée au prix de 13.7M€ et a été financé par un prêt de 9M€ sur LOGTEXINVEST et un autre de 5M€ chez Deret sas.

Les sociétés LOGTEX INVEST, GARLOG et LOGTEX sont donc incluses dans le périmètre de consolidation. Cette acquisition a engendré un écart d'acquisition de 8.9 M€ amorti sur 20 ans.

Déconsolidation de la société Deret Cosmétique suite à la vente des titres détenus par Deret SAS.



Méthodes et principes de consolidation

6. Principes généraux

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant les principes comptables français édictés par la loi n°85.11 du 3 janvier 1985 et son décret d'application n°86.221 du 17 février 1986, ainsi que par le règlement du CRC n° 99-02 du 22 juin 1999, modifié par le règlement du CRC n° 2005-10 du 3 novembre 2005.

L'exercice clos au 31/12/2018 a une durée de 12 mois.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées sauf celle de LOGTEXINVEST qui est de 10 mois et GARLOG et LOGTEX qui est de 9 mois.

Les comptes consolidés sont présentés en euros.

7. Variation du périmètre de consolidation :

Écarts d'acquisitions :

- Écarts d'acquisition : l'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.
- Écarts d'acquisition positifs : un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Écarts d'acquisition ».
- Les écarts d'acquisition positifs sont amortis linéairement sur une durée de 20 ans.
- Écarts d'acquisition négatifs : un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges ».
- Les écarts d'acquisitions négatifs sont rapportés au résultat selon un plan de reprise de provision sur une durée de 10 ans.

8. Définition du périmètre de consolidation

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

L'entrée dans le périmètre de consolidation d'une entreprise résulte en principe de sa prise de contrôle par le groupe quelles que soient les modalités juridiques de l'opération.

Les participations dont la contribution au Chiffre d'affaires, au résultat d'exploitation, à l'endettement ou la situation nette du groupe n'est pas significative ne sont pas consolidées.

Pour l'exercice 2018, les sociétés exclues sont : France Centre, Fuculina, Les Guettes et DLA.

Sont intégrés dans les comptes de l'entreprise consolidante les éléments des comptes des entreprises consolidées par intégration globale, après retraitements éventuels pour assurer leur homogénéité avec les principes comptables du groupe. Les transactions entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

Au 31 décembre 2018, le périmètre comprenait 22 sociétés contre 21 à la clôture de l'exercice précédent.

L'exercice a été marqué par l'entrée de LOGTEXINVEST, GARLOG et LOGTEX et la sortie de Deret Cosmétique.

Libellé	Méthode		% d'intérêt (Ouverture)	Adresse	Pays	Siren
Ateliers Cosmétiques du Loiret	IG	100,00	100,00	580, rue du champ rouge - 45770 SARAN	FRANCE	813 331 329
Autroche	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	402 740 971
LE CHAMP ROUGE	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	492 843 875
Cojar	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	432 326 189
CPLH	IG	50,00	50,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	408 428 613
Les Vergers de Dagobert	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	435 054 168
DERET COSMETIQUE	NC		30,13	93 Av Denis Papin 45800 ST JEAN DE BRAYE	FRANCE	528 458 177
DERET o QLS	IG	100,00	100,00	645, rue des Châtaigniers 45770 SARAN	FRANCE	508 771 490
DERET SA	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	316 933 563
DERET FASHION	IG	100,00	100,00	580, rue du champ rouge - 45770 SARAN	FRANCE	449 970 177
DERET HDI	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	480 760 040
DERET LOGISTIQUE	IG	100,00	100,00	580, rue du champ rouge - 45770 SARAN	FRANCE	353 513 450
Deret Transporteur	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	434 410 890
ESSONNE FRIGORIFIQUE	IG	49,80	40,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	523 501 989
IGLOO IMMOBILIER	IG	51,00	51,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	532 872 124
LGX	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	449 972 579
MDM	IG	99,88	99,88	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	442 977 021
SEPI	IG	99,97	99,97	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	339 944 316
TRANSPORTS EXPRESS BAUDRY	IG	80,00	80,00	161 rue Puissant 59460 JEUMONT	FRANCE	412 848 511
Transport Express PP	IG	100,00	100,00	331, ancienne route de Chartres 45770 SARAN	FRANCE	522 099 787
GARLOG	IG	100,00	0,00	53 rue Sibert- 42400 SAINT CHAMONT	FRANCE	518 972 948
LOGTEX INVEST	IG	100,00	0,00	580, rue du champ rouge - 45770 SARAN	FRANCE	838 257 780
LOGTEX	IG	100,00	0,00	53 rue Sibert- 42400 SAINT CHAMONT	FRANCE	492 385 382

9. Règles et méthodes comptables

Les comptes ont été arrêtés par le Président. Ils sont établis dans la perspective de la continuité d'exploitation et le principe de permanence des méthodes comptables a été respecté.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation. Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

- Les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan pour leur valeur d'achat. Les fonds de commerce sont amortis sur 20 ans.
- Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens. Les éléments d'actif font l'objet de plans d'amortissement déterminés selon la durée et les conditions probables d'utilisation des biens généralement admis dans la profession. La méthode d'amortissement retenue est la méthode linéaire et les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Constructions	20 ans
- Installations générales	5 à 10 ans
- Matériel outillage	2 à 10 ans
- Matériel de transport	1 à 5 ans
- Matériel de bureau, informatique et mobilier	2 à 5 ans
- Mobilier de bureau	5 à 10 ans
- Dépréciation des actifs immobilisés : Les actifs immobilisés et les autres immobilisations incorporelles, sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

Stocks

Les stocks sont valorisés au prix de revient moyen pondéré. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances clients et autres créances

Les actifs circulants sont comptabilisés à leur valeur nominale. Une provision est constituée lorsqu'une perte apparaît comme probable ; la charge est considérée comme normale et courante à l'exception de dépréciations qui présentent un caractère exceptionnel du fait de leur contexte ou de leur montant.

Contrats de location financement

Le groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités et l'incidence fiscale de ce retraitement est prise en compte. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Les immobilisations sont amorties selon les règles du groupe sur 20 ans que le Crédit-Bail soit sur 12, 15 ou 20 ans.

Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan.

Des impôts différés actif sont constatés au titre des différences temporelles déductibles, des pertes fiscales et des reports déficitaires. Un actif d'impôt différé afférant à des reports déficitaires est constaté lorsqu'il est probable que l'entité fiscale concernée pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif en position nette par entité fiscale.

Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Engagements de retraite

Les engagements de retraite ne sont pas comptabilisés dans les comptes sociaux sauf chez Deret Fashion où ils sont comptabilisés à 100%. Ils sont en partie couverts par des assurances et les parties non couvertes sont mentionnées dans les annexes.

Pour l'exercice 2018, les engagements en matière de retraite non comptabilisés s'élèvent à 1 784 593€.

Ils se ventilent de la manière suivante :

- Deret Logistique : 1 088 867€ couverts par une assurance à hauteur de 107 159€.
- Deret E-Commerce : 204 039€ dont 116 949€
- Deret Transporteur : 240 398€ couverts par une assurance à hauteur de 147 356€.
- Deret sas : 28 648€
- ACL : 41 472€

La comptabilisation d'une provision aurait entraîné un impact de -372KEUR sur le résultat de l'exercice. Le solde des capitaux Propres consolidés après impact de la provision pour indemnités de fin de carrière serait de 59 373 KEUR

Ces engagements ont été calculés selon les hypothèses suivantes :

- Âge de départ à la retraite : 60-67 ans
- Taux d'actualisation : 1.57%
- Taux de revalorisation des salaires : 2%
- Turn-over fort pour les non cadres et faible pour les cadres.

Notes annexes sur les postes du bilan

1. Détail des écarts d'acquisition (goodwill)

Libellé	2018	2019	Entrées de périmètre	Sorties de périmètre	Dotations	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Ecart d'acquisition	13 373 252	22 330 184	8 956 932					
Amortissements des écarts d'acquisition	(4 116 487)	(5 118 933)			(1 002 416)			
Dépréciations des écarts d'acquisition								
Valeur nette	9 256 765	17 211 251	8 956 932		(1 002 416)			
Ecart d'acquisition passif	3 021 387	3 021 387						
Reprise d'écart d'acquisition passif	(1 535 202)	(1 630 606)						(295 604)
Valeur nette	1 486 185	1 390 781						(295 604)

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

La synthèse des immobilisations incorporelles et corporelles est la suivante :

Libellé	2017	2018	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires	5 060 322	5 187 603	116 196	(53 463)		64 750	
Fonds commercial	1 864 820	1 634 820					
Immobilisations incorporelles	6 925 142	7 032 623	116 196	(53 463)		64 750	
Terrains	9 350 046	9 350 046					
Agencements et aménagements de terrains	20 194	20 194					
Constructions	106 594 680	103 633 785		(62 828)		124 944	
Installations techniques, matériel & outillage	4 456 303	6 501 620	309 475	(135 246)		1 868 089	
Autres immobilisations corporelles	26 122 883	24 090 202	1 347 905	(6 146 264)		2 765 879	
Immobilisations corporelles en cours	957 680	1 493 603	455 824			25 096	
Immobilisations corporelles	147 504 787	149 057 432	2 113 204	(6 344 338)		4 783 809	
Total	154 429 929	155 119 033	2 229 401	(6 397 801)		4 848 559	
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>							
Immobilisations corporelles	106 725 507	106 725 507					

Libellé	2017	2018	Dotations	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires	(4 666 204)	(4 664 733)	(195 409)	53 463		(56 589)	
Fonds commercial	(962 684)	(1 076 126)	(93 242)				
Amortissements des immobilisations incorporelles	(5 649 088)	(5 940 833)	(288 651)	53 463		(56 589)	
Agencements et aménagements de terrains	(18 325)	(18 633)	(314)				
Constructions	(52 178 713)	(57 505 549)	(5 296 092)	62 828		(91 573)	
Installations techniques, matériel & outillage	(4 172 670)	(5 423 731)	(347 704)	115 481		(1 023 828)	
Autres immobilisations corporelles	(19 286 129)	(19 994 126)	(2 363 104)	6 108 074		(1 452 966)	
Amortissements des immobilisations corporelles	(75 655 837)	(79 047 035)	(8 009 213)	6 286 383		(2 568 368)	
Amortissements sur actif immobilisé	(81 304 925)	(83 637 900)	(8 297 884)	6 339 846		(2 624 957)	
<i>Dont immobilisations en crédit-bail :</i>	(48 289 595)	(53 277 570)					
Immobilisations corporelles	(48 289 595)	(53 277 570)	(4 967 975)				

3. Immobilisations financières et titres mises en équivalence

Le détail des valeurs brutes s'établit selon le tableau suivant :

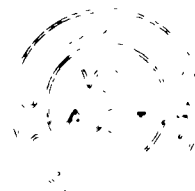
Libellé	2017	2018	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	1 387 268	1 387 268						
Vers. restant à effectuer sur titres de part. non libérés	(98 000)			98 000				
Créances rattachées à des part. > 1 an	398 920	398 920						
Créances rattachées à des part. < 1 an	268 760	270 000	3 240					
Intérêts courus sur créances et prêts	229 701	237 031	8 260					
Prêts	2 657 061	1 033 703	258 333	(1 015 802)			68 208	
Dépôts et cautionnements versés	945 785	2 230 453	878 724	(97 187)			705 115	
Compte d'ajustement (IG haut de bilan)		0						1
Immobilisations financières	5 785 496	6 433 406	944 557	(1 014 969)			773 321	1
Titres mis en équivalence	97 547						(97 547)	
Actifs financiers	5 883 042	6 433 406	944 557	(1 014 969)			675 775	1

Les créances immobilisées se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	2018	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Créances rattachées à des participations > 1 an	398 920	398 920					
Créances rattachées à des participations < 1 an	270 000	270 000					
Intérêts courus sur créances et prêts	237 031	195 605	42 356				
Prêts	1 033 703		1 411 014	72 687	75 762	78 989	327 365
Dépôts et cautionnements versés	2 230 453		1 514 261	150 000		268 187	300 000
Total	5 101 133	855 634	2 974 522	222 687	75 762	345 186	627 365

4. Stocks et en-cours

Libellé	2018			2017		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 475 427		1 475 427	1 310 308		1 310 308
En-cours de biens	487 514		487 514	487 514		487 514
En-cours de services	60 000		60 000	60 000		60 000
Produits intermédiaires finis						
Stocks de marchandises	4 441 319		4 441 319	2 638 220		2 638 220
Stocks et en-cours	6 444 259		6 444 259	4 476 039		4 476 039



5. Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation

Libellé	2010			2017		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Clients et comptes rattachés part < 1 an	45 356 719	(298 042)	45 058 678	36 187 601	(59 622)	36 127 979
Clients et comptes rattachés	45 356 719	(298 042)	45 058 678	36 187 601	(59 622)	36 127 979
Avances et acomptes versés sur commandes	339 053		339 053	327 485		327 485
Créances sur personnel & org. Sociaux part < 1 an	283 500		283 500	141 879		141 879
Créances fiscales hors IS part < 1 an	12 539 488		12 539 488	9 628 691		9 628 691
Etat Impôt sur les bénéfices part < 1 an	3 284 453		3 284 453	1 982 948		1 982 948
Comptes courants part < 1 an	7 179		7 179	20 968		20 968
Autres créances - part > 1 an	18 230		18 230	18 230		18 230
Autres créances part < 1 an	4 222 522		4 222 522	3 324 912		3 324 912
Charges constatées d'avance part < 1 an	3 743 114		3 743 114	2 336 652		2 336 652
Compte d'ajustement (intragroupe bas de bilan)	(1)		(1)	(0)		(0)
Autres créances et comptes de régularisation	24 437 608		24 437 608	17 781 787		17 781 787
Actif circulant	69 794 325	(298 042)	69 496 284	53 969 387	(59 622)	53 909 765

Les clients et comptes rattachés, les autres créances et les comptes de régularisation se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	2010		< 1 an	1 an < 5 ans	Au-delà
Clients et comptes rattachés part < 1 an	45 356 719		45 356 599		
Clients et comptes rattachés	45 356 719		45 356 599		
Avances et acomptes versés sur commandes	339 053		339 052		
Créances sur personnel & org. Sociaux - part < 1 an	283 500		283 500		
Créances fiscales hors IS- part < 1 an	12 539 488		12 539 488		
Etat Impôt sur les bénéfices - part < 1 an	3 284 453		3 284 453		
Comptes courants - part < 1 an	7 179		7 179		
Autres créances - part > 1 an	18 230				
Autres créances part < 1 an	4 222 522			4 222 522	
Compte d'ajustement (intra-groupe bas de bilan)	(1)				
Autres créances et comptes de régularisation	20 694 492		16 453 741	4 222 522	
Actif circulant	66 051 211		61 810 341	4 222 522	

6. Trésorerie nette

Libellé	2017	2018
Trésorerie active nette	21 436 404	28 447 765
Disponibilités	21 436 203	28 447 765
Intérêts courus non échus s/ dispo.	201	
Dépréciations sur VMP - Autres placements	(140 867)	(543 117)
Concours bancaires (trésorerie passive)	3 410 246	5 799 156
Trésorerie à court terme	18 026 159	22 648 609
Placements à court terme	18 181 149	18 657 267
VMP - Autres placements	17 383 337	15 597 495
Intérêts courus non échus s/ VMP	797 612	1 059 772
Trésorerie passive assimilée à une dette	737	2 452
Concours bancaires (dettes)	737	2 452
Trésorerie à long terme	18 180 413	18 654 814
Trésorerie nette	36 206 571	39 303 423

7. Variation des capitaux propres consolidés

Libellé	Capital	Primes liées au capital	Réserves	Auto-contrôle	Réserves de conversion groupe	Résultat net (Part du groupe)	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2016	35 000 000	33 083	18 504 416			6 208 132	59 745 630	809 592
Affectation du résultat N-1						(6 208 132)		
Distribution/ brut versé								
Var. de capital en numéraire et souscrit								
Résultat						5 920 458	5 920 458	142 418
Autres augmentations, diminutions								
Redressement, restructuration et changement de méthode								
Ecart de conversion, effet de change								
Variations de périmètre								
Autre			1			0	2	(95 602)
2017	35 000 000	33 083	24 712 549			5 920 458	65 666 090	856 406
Affectation du résultat N-1			5 920 458			(5 920 458)		
Distribution/ brut versé								
Var. de capital en numéraire et souscrit								
Résultat						4 161 126	4 161 126	90 123
Autres augmentations, diminutions								
Redressement, restructuration et changement de méthode								
Ecart de conversion, effet de change								
Variations de périmètre								
Autre						0	(2)	(0)
2018	35 000 000	33 083	30 633 005			4 161 126	69 827 214	946 529

8. Provisions

Libellé	2017	2018	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Autres provisions pour risques > 1 an		25 000	(28 250)			53 250	
Autres provisions pour risques < 1 an	3 657 952	929 769	142 772	(2 870 954)			
Autres provisions pour charges < 1 an	393 526	349 122	170 124	(214 528)			
Impôts différés passif	4 685 799	5 062 803					377 004
Provisions et impôts différés	8 737 276	6 368 694	284 646	(3 085 482)		53 250	377 004

9. Dettes financières

Libellé	2017	2018	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emprunts auprès établis. de crédit - non courant	48 849 387	53 577 057	15 000 000	(6 607 611)			(3 664 718)
Emprunts auprès établis. de crédit - courant	4 059 512	4 155 875		(4 252 549)		683 994	3 664 718
Dépôts et cautionnements reçus	1 364 028	1 984 116	600 089				
Intérêts courus sur emprunts	28 506	18 055	18 055	(28 506)			
Concours bancaires (trésorerie passive)	3 410 246	5 799 156					2 388 910
Concours bancaires (dettes)	737	2 452					1 716
Dettes financières	57 712 415	65 516 512	15 618 144	(10 888 666)			2 390 626
Dont immobilisations en crédit-bail	38 868 243	32 260 075		(6 606 169)			

Les dettes financières se décomposent par nature et par échéance comme suit :

Libellé	2018	< 1 an	1 an<<2 ans	2 ans<<3 ans	3 ans<<4 ans	4 ans<<5 ans	Au-delà
Emprunts auprès établis. de crédit - part > 1 an	53 577 057	7 836 052	25 182 960	5 138 009	3 742 045	3 800 505	7 877 487
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	4 155 875	4 155 875					
Dépôts et cautionnements reçus	1 984 116				1 984 116		
Intérêts courus sur emprunts	18 055	18 055					
Concours bancaires (trésorerie passive)	5 799 156	4 888 758	910 400				
Concours bancaires (dettes)	2 452	2 452					
Dettes financières	65 516 512	16 900 990	26 093 360	5 138 009	5 706 161	3 800 505	7 877 487
Dont immobilisations en crédit-bail	32 260 075	6 758 857	19 828 630	757 480	792 480	828 091	3 292 256

10. Fournisseurs et comptes rattachés, autres dettes et comptes de régularisation

Libellé	2017	2018
Dettes fournisseurs part < 1 an	20 453 019	29 799 840
Dettes fournisseurs	20 453 019	29 799 840
Avances acomptes reçus sur commandes	906	2 825
Dettes sociales part < 1 an	9 487 218	11 818 725
Dettes fiscales (hors IS) part < 1 an	11 409 371	14 017 382
Etat Impôts sur les bénéfices part < 1 an	967 968	82 795
Comptes courants groupe part < 1 an	363 366	338 091
Dettes s/ acquis. d'actifs part < 1 an	53 894	53 694
Autres dettes part < 1 an	6 691 553	11 705 818
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	124	124
Produits constatés d'avance part < 1 an	1 583 391	1 528 488
Autres dettes et comptes de régularisation	30 537 788	39 344 220
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	50 990 807	69 144 060

Notes annexes sur les impôts différés

Libellé	2017	2018	Variation du bas de bilan	Effets de taux (impôt)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Valeur nette d'impôt différé	(3 906 434)	(4 038 058)	(209 071)			77 448	
Fiscalité différée (décalages temporaires)	1 908 742	2 272 207	288 017			77 448	
Fiscalité différée (retraitements)	(5 819 250)	(6 314 339)	(495 089)				0
Autres	4 074	4 074					(0)
Valeur nette par catégorie	(3 906 434)	(4 038 058)	(209 071)			77 448	

Notes annexes sur les postes du compte de résultat

11. Chiffre d'affaires

Libellé	2018	2017
Ventes de marchandises	5 776 704	3 819 142
Production vendue de biens	91 248	
Production vendue de services	180 834 748	158 521 482
Produits des activités annexes	8 578 099	1 488 551
Ventes et production intra-groupe		
Rabais, remises et ristournes accordés		
Chiffre d'affaires	195 280 797	163 827 175

12. Autres produits d'exploitation

Libellé	2018	2017
Production stockée		121
Production immobilisée	79 450	42 770
Subventions d'exploitation		1 969
Rep./Amort. & Dépr. immo. incorporelles		534 145
Reprise sur provisions d'exploitation	261 528	10 198
Rep./Dépr. sur actif circulant	27 382	168
Transferts de charges d'exploitation	887 848	208 514
Autres produits	207 099	227 875
Autres produits d'exploitation	1 463 387	1 023 757

13. Achats consommés

Libellé	2018	2017
Achats de marchandises	(5 844 086)	(3 653 192)
Autres achats	(18 255 750)	(14 608 384)
Achats non stockés de matières et fournitures	(5 592 359)	(4 985 818)
Variation stocks de marchandises	1 803 099	18 912
Achat m.p., fournis. & aut. appro.	(8 147 527)	(2 658 378)
Var. stocks mp, fournis. & autres appro.	(8 406)	
Achats consommés	(32 043 028)	(25 888 860)

14. Charges externes

Libellé	2018	2017
Sous-traitance	(5 815 349)	(4 845 483)
Redevances de crédit-bail	(817 332)	(648 169)
Locations immobilières et charges locatives	(17 181 114)	(10 213 603)
Locations mobilières et charges locatives	(8 818 377)	(8 124 611)
Entretien et réparations	(4 778 654)	(4 141 271)
Primes d'assurances	(787 208)	(730 879)
Autres services extérieurs	15 131	(44 382)
Personnel détaché et intérimaire	(38 741 435)	(32 137 575)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(698 760)	(1 009 111)
Publicité, publications, relations publiques	(88 070)	(53 898)
Transport	(5 273 347)	
Déplacements, missions et réceptions	(3 388 378)	(2 760 588)
Frais postaux et frais de télécommunications	(502 445)	(573 139)
Frais bancaires	(7 833)	
Autres charges externes	(5 973)	61 862
Autres charges	(420 823)	(821 892)
Charges externes	(85 093 968)	(65 840 496)

15. Impôts et taxes

Libellé	2018	2017
Impôts et taxes sur rémunérations	(1 194 638)	(838 518)
CVAE	(370 382)	
Autres impôts et taxes	(4 178 311)	(2 952 789)
Impôts et taxes	(5 743 331)	(3 789 305)

16. Charges de personnel

Libellé	2018	2017
Rémunérations du personnel	(44 398 173)	(38 788 083)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(18 268 635)	(14 538 135)
Autres charges de personnel	1 784 633	1 933 131
Charges de personnel	(58 882 175)	(49 391 087)

17. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

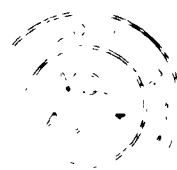
Libellé	2018	2017
Dot./Amort. & Dépr. sur Immo. incorporelles	(252 668)	(285 238)
Dot./Amort. & Dépr. sur Immo. corporelles	(8 045 198)	(7 778 084)
Dot. aux provisions d'exploitation	(141 874)	(15 086)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(153 072)	(13 868)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	(8 592 810)	(8 092 256)

18.Produits financiers

Libellé	2018	2017
Dividende	197 352	2 700
Revenus des créances rattachées à des participations	8 260	8 260
Produits sur créances et VMP	400	
Rep. sur provisions à caractère financier		
Rep./Dépr.sur actifs financiers	88 709	145 685
Reprise sur dépréciation titres - groupe	588	20 294
Transfert de charges financières		
Gain de change	20	
Produits nets sur cession de VMP	628 777	182 541
Autres produits financiers	415 249	428 422
Incidence de juste valeur (produits)		
Produits financiers	1 339 353	787 902

19.Charges financières

Libellé	2018	2017
Charges d'intérêts	(2 277 289)	(2 525 395)
Pertes sur créances financières et VMP	(47 248)	(7 242)
Perte de change	(4 224)	
Autres charges financières	(48 979)	(61 057)
Incidence de juste valeur (charges)		
Dot./Amt primes de remb. des obligations		
Dot. aux provisions à caractère financier	(5 019)	
Dot. dépr. sur actifs financiers	(676 946)	(189 416)
Dotations pour dépréciation titres - groupe	185 401	96 000
Charges financières	(2 872 304)	(2 697 110)



20. Produits exceptionnels

Libellé	2018	2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	496 060	2 137 681
Produits excep. s/ exercices antérieurs	74 252	
Produits de cession d'immo. incorp.	142 908	144 978
Produits de cession d'immo. corp.	4 932	537
Produits de cession de titres (conso.)		(1 115)
Autres produits exceptionnels	29 302	
Rep. sur provisions à caractère exceptionnel	2 823 954	1 292 439
Produits exceptionnels	3 573 409	3 574 519

21. Charges exceptionnelles

Libellé	2018	2017
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(1 077 147)	(3 448 280)
VNC des titres conso cédés	(63 880)	
VNC des immo. incorp. cédées		(344)
VNC des immo. corp. cédées	(57 708)	(121 539)
+/- value de consolidation	(33 687)	
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(137 753)	(1 511 714)
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat exceptionnel)	(1 331)	14 580
Charges exceptionnelles	(1 371 488)	(5 065 297)



22. Impôts sur les résultats

Libellé	2018	2017
Impôt sur les bénéfices	(2 338 423)	(2 108 784)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale	476 880	165 695
Impôts différés	(243 239)	(279 754)
Carry-back	3 000	390
Charges d'impôts	(2 099 782)	(2 222 433)

23. Preuve d'impôts

La preuve d'impôts se décompose comme suit :

Résultat avant amort/prov sur écarts d'acq, impôts et résultat des MEE en KEUR	7 058
Taux d'impôt de l'entité consolidante	33,33%
Impôt théorique	-2 353
Effets des différences de base	857
Effets des différences de taux	62
Autres dispositions fiscales	30
Effets des déficits non activés	-668
Ecritures non fiscalisées	-27
CHARGE D'IMPOT THEORIQUE	-2 099
CHARGE D'IMPOT REELLE	-2 099
Taux effectif d'impôt	-29,74%

Autres Informations

24. Effectifs

Effectifs moyens	Ouverture	Closure
Effectif moyen Interne	1 362	1 447
Cadres	117	115
Agents de maîtrise et techniciens	169	209
Employés	84	78
Ouvriers	992	1 045
Effectif moyen total	1 362	1 447

25. Engagements hors-bilan

Engagement hors bilan	2018	2017
Engagements hors bilan donnés	38 505 051	38 959 105
Eng. donnés - Nantissements d'actions	2 617 794	2 600 227
Eng. donnés - Cautions bancaires, garanties et avais donnés	470 000	470 000
Eng. donnés - Suretés personnelles	24 594 257	23 340 878
Eng. donnés - Hypothèques et nantissements de fonds de commerce	5 823 000	7 548 000
Eng. donnés - Autres engagements donnés	5 000 000	5 000 000
Engagements hors bilan reçus	144 151	188 101
Eng. reçus - Garantie bancaire à première demande	144 151	188 101

